Rassemblement de solidarité avec Adil et tou-t--s les réprimé-e-s : à bas la répression et la loi Travail !

Ce vendredi 24 juin avait lieu un rassemblement devant le commissariat de la rue de Parme (Paris). Les manifestant-e-s revendiquaient la libération immédiate d'Adil, postier de la PFC de Gennevilliers gardé à vue, et de tou-te-s les manifestant-e-s en garde à vue.

Hier, lui et plusieurs de ses collègues ont été embarqué-e-s alors qu'ils se rendaient au départ de la manifestation à Bastille. À l'occasion de cette « manifestation en cage », la police a procédé à un nombre record d'interpellations sans fondement. Adil et beaucoup d'autres font l'objet d'accusations mensongères et ridicules pour celles/ceux qui connaissent les camarades en question.

Les graves atteintes portées hier au droit de manifester s'inscrivent dans une escalade autoritaire de la part du gouvernement, comme l'a souligné un représentant de Sud PTT dans sa prise de parole. Des collègues d'Adil ont apporté d'émouvants témoignages sur sa détermination et son sang-froid en tant que militant syndical. Il serait incroyable qu'il ait effectivement agressé un agent de police, comme on le lui reproche, parce que sa grande combativité ne l'empêche pas de choisir les méthodes de lutte adaptées au rapport de force.

Des représentant-e-s d'autres secteurs en lutte contre la loi Travail, notamment les enseignant-e-s, les intermittent-e-s du spectacle, les travailleur-e-s sociaux/ales, ont également pris la parole pour rappeler leur volonté de lutter jusqu'au retrait de la loi, jusqu'à la démission du gouvernement et la victoire sur toutes nos revendications. Ils/elles ont rappelé que différents secteurs se sont mobilisés chacun son tour contre la loi Travail, mais qu'aujourd'hui encore, c'est en faisant grève tou-te-s ensemble que nous pourrons gagner.

Ce sont François Hollande et son gouvernement qui nous gazent, nous matraquent et nous interpellent, qui s'attaquent sans relâche aux droits des travailleur-e-s et aux droits démocratiques les plus élémentaires. La répression et les poursuites contre les opposant-e-s à la loi Travail doivent cesser immédiatement. Pour que cesse la violence

de classe, ce sont les larbins du capitalisme qui doivent dégager, comme David Cameron en Angleterre : leur système politique est à bout de souffle !

Liberté pour Adil et tou-te-s les réprimé-e-s du mouvement contre la loi Travail !

Retrait de la loi Travail !

Gwen Ben Gwen, le 24 juin 2016